

Saint-Genis Laval



**ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF AU
REMPLACEMENT DE LA CHAUDIÈRE DE LA
GENDARMERIE DE SAINT-GENIS-LAVAL**

DÉCISION N° 2023-061

La Maire de Saint-Genis-Laval;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2122-22 et L 2122-23 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment l'article L2124-2 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020, publiée le 17 juillet 2020, transmise en Préfecture le 17 juillet 2020, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, afin qu'il règle les affaires de la Commune, conformément aux dispositions intégrales de l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant la nécessité pour la Ville de Saint-Genis-Laval de mettre en concurrence les prestataires et de passer un marché pour le remplacement de la chaudière de la Gendarmerie Nationale de Saint-Genis-Laval ;

Considérant la consultation en procédure restreinte transmise le 27/06/2023 par AWS à 3 entreprises spécialisées ;

Considérant les critères et sous-critères de jugement des offres annoncés dans les modalités de consultation ainsi que leurs pondérations respectives ;

Considérant les 3 plis reçus dans les délais impartis (avant les dates et heures limites de réception des plis au 06/07/2023 à 18h00) ;

Considérant l'analyse et le classement des offres effectués par la ville de Saint-Genis-Laval ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De conclure, avec la société MISSENERD CLIMATIQUE, le marché relatif au remplacement de la chaudière de la Gendarmerie Nationale de Saint-Genis-Laval, pour un montant maximum de 47 132,76 € TTC (tranche ferme et tranche optionnelle n°1 incluse, la tranche optionnelle n°2 n'ayant pas été retenue). Le délai d'exécution du marché est fixé pour une période de 2 mois à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux, hors délai de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 2 : Les dépenses seront réglées sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 : La présente décision sera publiée sur le site de la ville et inscrite au registre de la Commune et amplifiée à Monsieur le Préfet du Rhône.

Pour extrait certifié conforme
Fait à Saint-Genis-Laval, le 17/07/2023



La Maire, Marylène MILLET

Date de publication :

Date de transmission au contrôle de légalité :

En cas de contestation, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon 184, rue Duguesclin- 69003 LYON ou sur le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.